

N°357
FÉVRIER
2020

BULLETIN MENSUEL

L'AGENCE FRANCE TRÉSOR A POUR MISSION DE GÉRER LA DETTE ET LA TRÉSORERIE DE L'ÉTAT AU MIEUX DES INTÉRÊTS DU CONTRIBUABLE ET DANS LES MEILLEURES CONDITIONS DE SÉCURITÉ

Actualité de l'Agence France Trésor	Actualité économique	Données générales sur la dette	Marché secondaire	Dettes négociables de l'État	Économie française et comparaisons internationales
page 1	page 2	page 3	page 5	page 6	page 8

Actualité de l'Agence France Trésor

PALMARÈS 2019 : L'ENGAGEMENT DES SVT ET L'INTÉRÊT CONSTANT PORTÉ À L'ÉGARD DE LA DETTE D'ÉTAT FRANÇAISE ILLUSTRÉS PAR LA STABILITÉ DU TOP 5

Chaque année depuis 1999, l'Agence France Trésor rend public le palmarès des spécialistes en valeurs du Trésor (SVT) les plus actifs de l'année écoulée. L'ensemble des missions des SVT sont prises en compte dans cette évaluation et sont réparties selon trois catégories de critères qui font chacune l'objet d'un palmarès spécifique :

- performance sur le marché primaire (40 % de l'évaluation), calculée sur la base de la part de marché des SVT aux adjudications de titres nominaux de court terme (BTF), de moyen et long terme (OAT) et de titres indexés sur l'inflation française et européenne (OATi & OAT€i) ainsi que de leur participation aux opérations de rachats de titres ;
- performance sur le marché secondaire (30 % de l'évaluation), calculée sur la base des volumes traités par les SVT avec les clients finaux et avec les autres teneurs de marché sur l'ensemble des valeurs du Trésor, y compris sous forme d'obligations démembrées et de pensions livrées ;
- qualité du conseil et des services fournis à l'AFT (30 % de l'évaluation), appréciée au travers de la contribution des SVT au bon déroulement des opérations sur le marché des valeurs du Trésor, de la pertinence des conseils fournis à l'AFT, de la qualité de l'analyse du marché obligataire souverain et de la recherche économique et opérationnelle, ainsi que de la proximité et de la stabilité de la relation avec l'AFT.

Sur cette base, le classement général des dix premières places parmi les quinze établissements constituant le groupe des SVT en 2019 est le suivant :

1	BNP Paribas	6	NatWest Markets
2	HSBC	7	Goldman Sachs
3	Crédit Agricole et J.P. Morgan	8	Deutsche Bank
<i>ex aequo</i>		9	Barclays
5	Société Générale	10	Citigroup et Nomura
		<i>ex aequo</i>	

Le classement 2019 confirme la stabilité du groupe des 5 premiers SVT qui est constitué des mêmes établissements depuis 2016. BNP Paribas se maintient en tête du classement général, comme c'est le cas sans discontinuer depuis 2008, avec cette année encore la performance la plus homogène sur l'ensemble des critères, suivi d'HSBC qui conserve la seconde place acquise depuis 2017. Grâce au maintien de son empreinte sur les marchés primaire et secondaire et tout en progressant de deux places quant à la qualité des services fournis à l'AFT, Crédit Agricole confirme cette année sa troisième place, désormais *ex aequo*, rejoint par J.P. Morgan qui, premier sur le marché secondaire depuis 2016 progresse cette année sur le marché primaire comme dans l'appréciation qualitative.

À noter dans la seconde partie du palmarès que NatWest Markets renforce son engagement auprès de l'AFT en se hissant à la sixième place en 2019 tandis que Goldman Sachs, entré dans le top 10 l'an dernier, atteint la septième place. Enfin, Deutsche Bank rejoint le top 10 en huitième position après avoir occupé la onzième place l'année dernière, progressant tant sur le marché primaire que sur le marché secondaire.

La stabilité relative du palmarès général illustre la volonté d'accompagnement et de partenariat des SVT avec l'Agence France Trésor dans la durée. Dans le même temps, la diversité des classements intermédiaires témoigne de la variété et de la complémentarité des compétences et des stratégies déployées par chacun des établissements sur le marché des valeurs du Trésor, permettant à l'Agence France Trésor de sécuriser le bon placement de l'ensemble de ses titres sur les marchés et d'en assurer la bonne liquidité.

<u>Marché primaire</u>		<u>Marché secondaire</u>		<u>Qualité des services</u>	
1	BNP Paribas	1	J.P. Morgan	1	Crédit Agricole
2	HSBC	2	BNP Paribas	2	BNP Paribas et Société Générale
3	Crédit Agricole	3	HSBC	<i>ex aequo</i>	
4	J.P. Morgan	4	Crédit Agricole	4	Natixis
5	Société Générale	5	Société Générale	5	HSBC
6	Goldman Sachs	6	NatWest Markets	6	Barclays
7	Citigroup	7	Nomura	7	J.P. Morgan
8	Deutsche Bank	8	Deutsche Bank	8	NatWest Markets
9	BofA Securities Europe SA	9	Barclays	9	Deutsche Bank
10	Morgan Stanley	10	Morgan Stanley	10	Goldman Sachs et BofA Securities Europe SA
				<i>ex aequo</i>	

Dans cette analyse, nous nous attachons à quantifier l'impact économique potentiel de l'épidémie de coronavirus au moyen d'un modèle distinguant trois types de provinces et trois secteurs.

Nous divisons les 31 provinces du pays en trois groupes, à raison de leur infection cumulative au 31 janvier 2020 : 1) épice (province de Hubei, dont la capitale est Wuhan), 2) régions frappées durement (dont les provinces de Zhejiang, Guangdong, Hunan, Henan et Anhui) et 3) le reste de la Chine. En termes de taille du PIB, les trois groupes représentent environ 5 %, 30 % et 65 % du total national respectivement.

Nous appuyant sur la durée des perturbations, nous pouvons grossièrement estimer les pertes de production possibles dans le secteur manufacturier et les services pour un groupe spécifique et leur impact négatif sur la croissance du PIB. De plus, nous faisons l'hypothèse de degrés différents de perturbation entre groupes. Nous faisons aussi l'hypothèse de degrés différents de perturbation entre secteurs. De là, nous pouvons estimer l'ampleur de l'impact négatif en mars/au T2, selon le moment auquel les perturbations finissent.

Nous examinons trois scénarios – des perturbations faibles, moyennes et fortes

Dans un scénario faible, nous faisons l'hypothèse d'une stabilisation de la pandémie à la mi-février (comme mesuré par les nouveaux cas d'infection hors de Wuhan/Hubei) et d'un retour de l'activité à la normale dans les régions autres que Hubei à partir de fin février (groupe 2) et de mi-février (groupe 3). Temporellement, un effet baissier plus significatif semble inévitable en janvier-février¹, alors que quelques signes visibles de rebond à partir de mars (principalement dans les provinces hors Hubei) seraient attendus. A cet égard, nous estimons un impact sensible sur la croissance du PIB au T1 de 0,8 à 1,0 point de pourcentage, tandis que la croissance au T2 pourrait être relevée de 0,1 à 0,3 point de pourcentage.

Les scénarios de perturbations moyennes et fortes font l'hypothèse de perturbations plus longues en raison d'une pandémie plus soutenue, avec, par exemple, le groupe 2 ne retournant à la normale qu'à la fin avril (perturbations moyennes) et fin juillet (perturbations fortes). Nous anticipons des baisses de croissance bien plus marquées au T1 de 1,6 à 1,8 point de pourcentage et 2,0 à 2,2 points de pourcentage pour les scénarios moyen et fort, respectivement, tandis que la perte pourrait se poursuivre les trimestres suivants et, dans le scénario fort, jusqu'au T3. Le niveau d'incertitude autour de nos estimations est certes élevé, à raison 1) des perspectives de mortalité, 2) des perturbations sur l'activité variables selon les provinces et 3) de la politique du gouvernement.

Un impact plus marqué et durable sur la croissance

Nous faisons l'hypothèse que le gouvernement et la population chinois appliqueront strictement les fermetures d'entreprises et l'auto-quarantaine pour contenir le virus et que de telles mesures ont un coût en termes de perturbation de l'activité économique, particulièrement dans le court terme. Même après le pic de la pandémie, la prudence à l'égard des risques de contagion signifie que l'activité pourrait ne pas retourner à la normale aussi vite qu'après le SRAS en 2003. Le filtrage et autres mesures restrictives pourraient rester en place pour une période de temps significative jusqu'à ce que l'épidémie ne soit plus considérée comme un risque sérieux par la population, ce qui suggère que l'impact économique pourrait perdurer, bien qu'à moindre échelle par rapport au pic de l'épidémie.

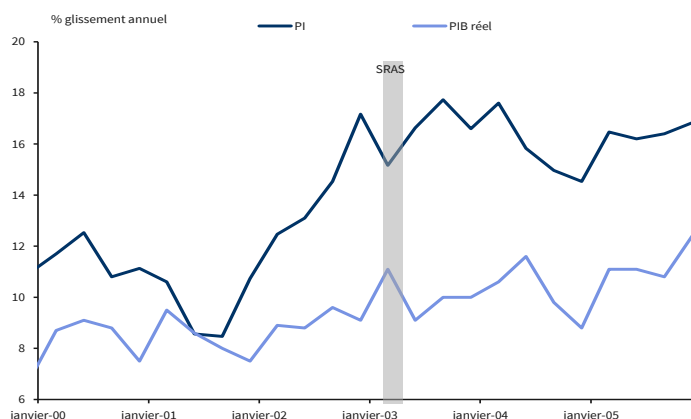
Nous nous attendons à ce que le gouvernement chinois accroisse son soutien pour limiter le retournement économique, particulièrement au regard du signal de "stabilisation de la croissance", priorité de 2020 (par opposition au désendettement et au contrôle de la bulle immobilière) avant même la fin de l'épidémie.

La Banque populaire de Chine s'est faite accommodante dans sa communication en décembre et janvier, de notre point de vue, mettant en exergue ses mesures contra-cycliques, assurant une liquidité ample et utilisant judicieusement tous les outils disponibles. De ce fait, nous attendons à la fois un assouplissement monétaire à spectre large et plus de mesures de soutien ciblées, en matière budgétaire, fiscale, de taux d'intérêt et de crédit (déjà en cours) pour les régions/secteurs les plus affectés.

Voici ce à quoi s'attendre :

- 1) des taux LPR (Loan Prime Rate, taux prêteur de référence) orientés à la baisse et des baisses de taux sur la facilité à moyen terme ;
- 2) des baisses de ratio de réserves bancaires obligatoires pour libérer de la liquidité ;
- 3) un soutien budgétaire au-delà des engagements sur les émissions obligataires des collectivités locales, certaines étant avancées afin de soutenir les infrastructures médicales et sanitaires, et le gouvernement autorisant un déficit budgétaire excédant 3 %.

Production industrielle et PIB chinois : l'expérience du SRAS



Potentiels impacts des différents scénarios de rupture sur la croissance du PIB chinois

Croissance PIB (g. a.)	Faible*	Moyen*	Fort*
T1	- 0,8 ~ - 1,0 pp	- 1,6 ~ - 1,8 pp	- 2,0 ~ - 2,2 pp
T2	+ 0,1 ~ + 0,3 pp	- 0,2 ~ - 0,4 pp	- 1,6 ~ - 2,2 pp
T3	0,0	- 0,2 ~ + 0,4 pp	- 6,0 ~ - 1,0 pp
T4	0,0	0,0	0 ~ + 0,3 pp
2020	- 0,1 ~ - 0,3 pp	- 0,3 ~ - 0,6 pp	- 0,8 ~ - 1,3 pp

* Voir texte pour définition des scénarios

Sources: Wind, Barclays Research

Avertissement : cette tribune de l'Agence France Trésor offre à des économistes l'occasion d'exposer leurs vues personnelles. En conséquence, les propos ici exprimés n'engagent que les auteurs et en aucun cas l'Agence France Trésor ou le ministère de l'économie et des finances.

¹Cette note est tirée de l'article «China Coronavirus: Evaluating the potential economic impact» rédigé par des auteurs en leur qualité de chercheurs analystes chez Barclays et transmis par Barclays le 1er février 2020. Nous vous prions de bien noter que les points de vue exprimés ici sont ceux des auteurs au 1er février 2020 et peuvent ne plus correspondre aux avis exprimés ultérieurement dans leurs publications.

CALENDRIER INDICATIF D'ADJUDICATION

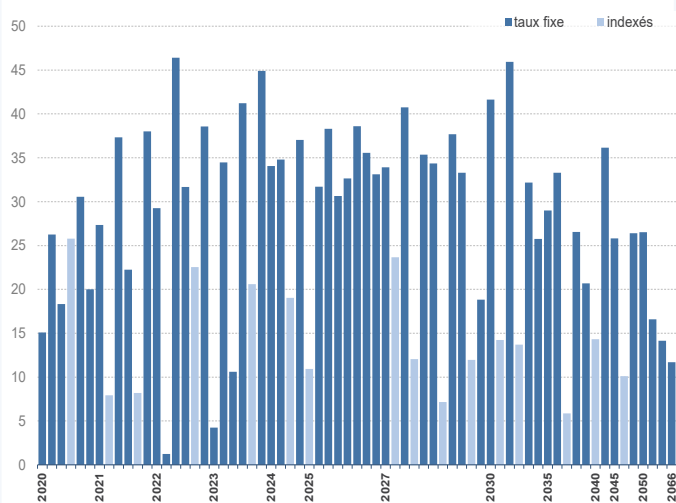
		Court terme					Moyen terme	Long terme	Indexés
Mars 2020	date d'adjudication	2	9	16	23	30	19	5	19
	date de règlement	4	11	18	25	01/04	23	9	23
Avril 2020	date d'adjudication	6	14	20	27	/	16	2	16
	date de règlement	8	16	22	29	/	20	6	20

décalage (jour fériés, etc.)

Source : Agence France Trésor

DETTE NÉGOCIABLE À MOYEN ET LONG TERME DE L'ÉTAT AU 31 JANVIER 2020

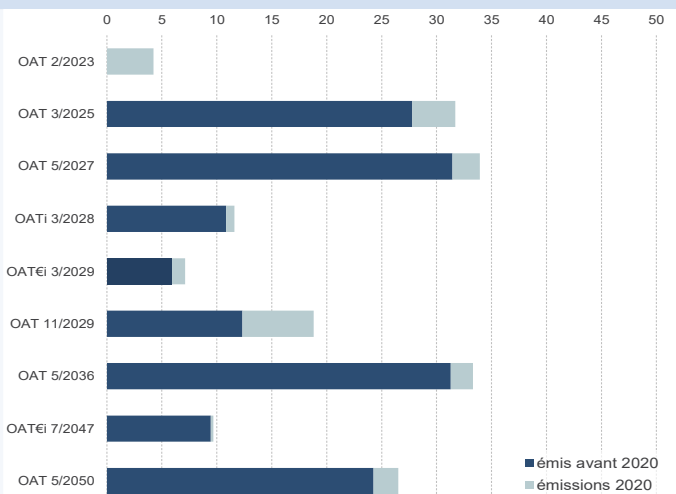
ENCOURS ACTUALISÉ PAR LIGNE, EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

MOYEN ET LONG TERME : ÉMISSIONS DE L'ANNÉE ET CUMUL AU 31 JANVIER 2020

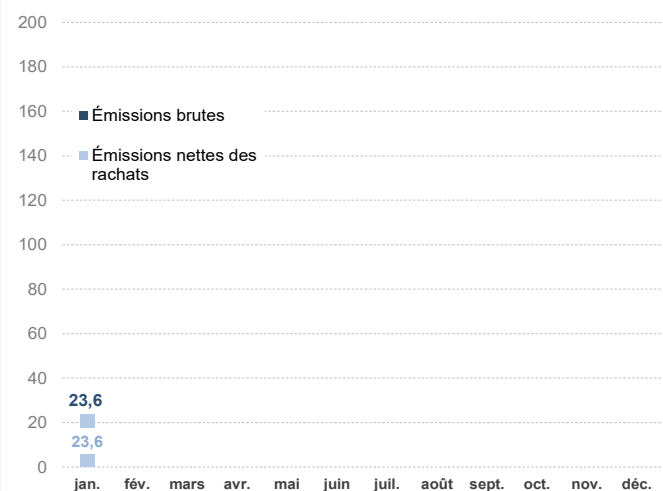
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

ÉMISSIONS AU 31 JANVIER 2020

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

MOYEN ET LONG TERME : ÉCHÉANCIER PRÉVISIONNEL AU 31 JANVIER 2020

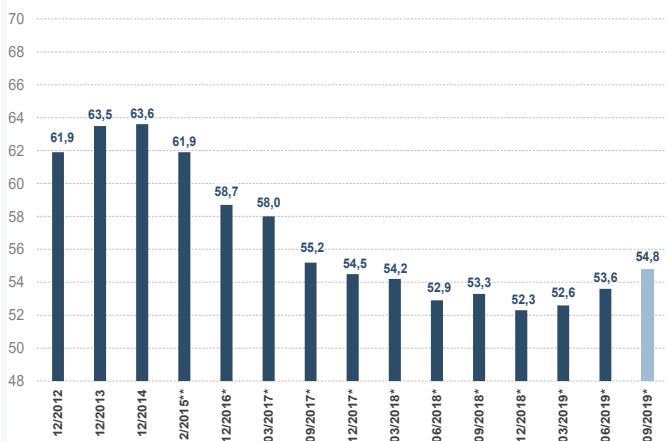
EN MILLIARDS D'EUROS

Mois	Intérêts	Amortissements
févr-20		15,1
mars-20	0,0	
avr-20	12,4	26,3
mai-20	7,1	18,3
juin-20	0,4	
juil-20	3,0	26,2
août-20		
sept-20		
oct-20	10,6	30,5
nov-20	1,4	20,0
déc-20		
janv-21		

Source : Agence France Trésor

DÉTENTION PAR LES NON-RÉSIDENTS DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT : 3^{ÈME} TRIMESTRE 2019

EN % DE LA DETTE NÉGOCIABLE EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



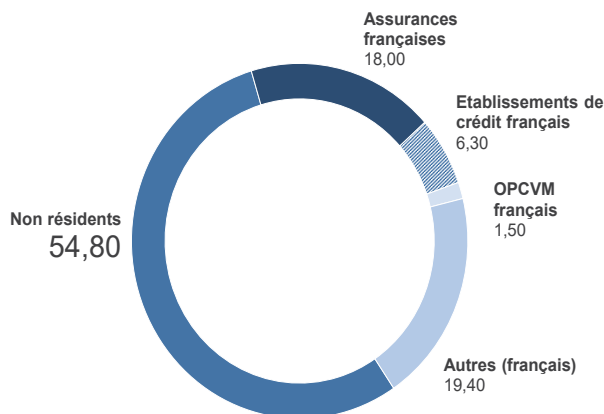
* Chiffres établis avec les positions titres trimestrielles

** Chiffres révisés avec la position titres du dernier rapport annuel

Source : Banque de France

DÉTENTION DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT PAR GROUPE DE PORTEURS : 3^{ÈME} TRIMESTRE 2019

STRUCTURE EN % EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



Source : Banque de France

DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT AU 31 JANVIER 2020

EN EUROS

Total dette à moyen terme et long terme	1 738 892 246 692
Encours démembré	57 387 659 600
Durée de vie moyenne	8 ans et 219 jours
Total dette à court terme	99 005 000 000
Durée de vie moyenne	113 jours
Encours total	1 837 897 246 692
Durée de vie moyenne	8 ans et 56 jours

Source : Agence France Trésor

DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT DEPUIS FIN 2015 AU 31 JANVIER 2020

EN MILLIARDS D'EUROS

	Fin 2016	Fin 2017	Fin 2018	Fin déc. 2019	Fin janv. 2020
Encours de la dette négociable	1 621	1 686	1 756	1 823	1 838
<i>dont titres indexés</i>	200	202	220	226	228
Moyen et Long Terme	1 487	1 560	1 644	1 716	1 739
Court Terme	134	126	113	107	99
Durée de vie moyenne de la dette négociable					
	7 ans	7 ans	7 ans	8 ans	8 ans
	195 jours	296 jours	336 jours	63 jours	56 jours

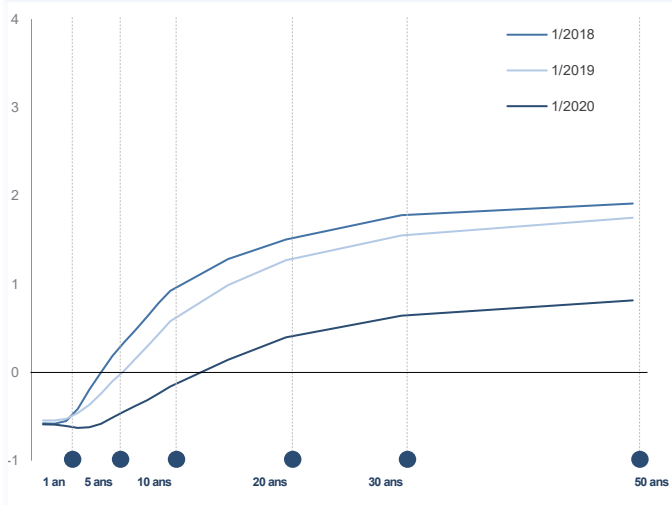
Source : Agence France Trésor



AGENCE
FRANCE TRÉSOR

COURBE DES TAUX SUR TITRES D'ÉTAT FRANÇAIS

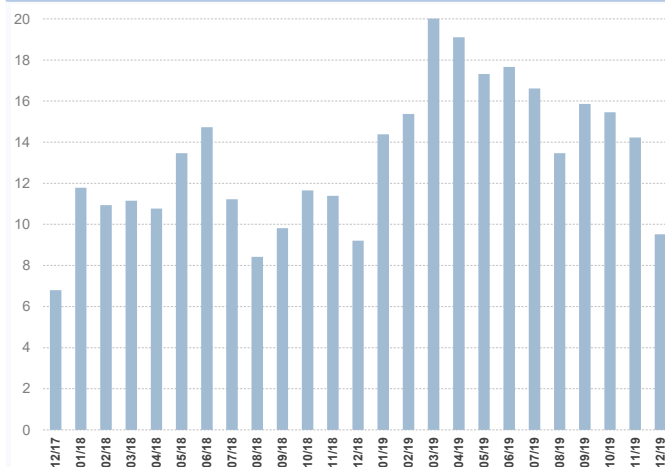
VALEUR EN FIN DE MOIS, EN %



Source : Bloomberg

VOLUME MOYEN DES TRANSACTIONS QUOTIDIENNES SUR LES TITRES À MOYEN ET LONG TERME

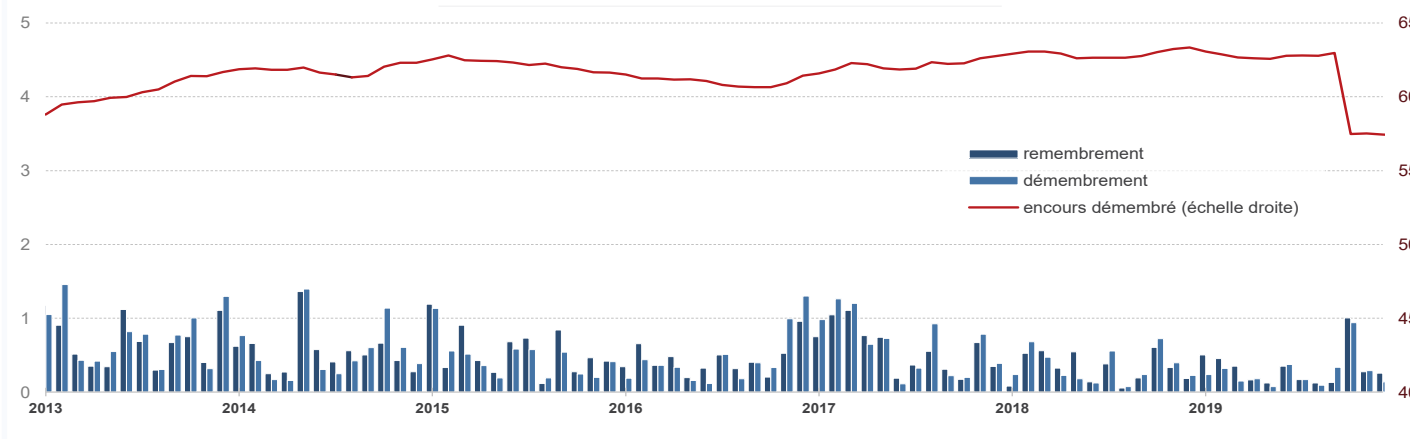
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT, hors flux réalisés dans le cadre du programme d'achats de titres du secteur public du système européen de l'Eurosystème

MONTANT DES OPÉRATIONS DE DÉMEMBRÉMENT ET DE REMEMBREMENT

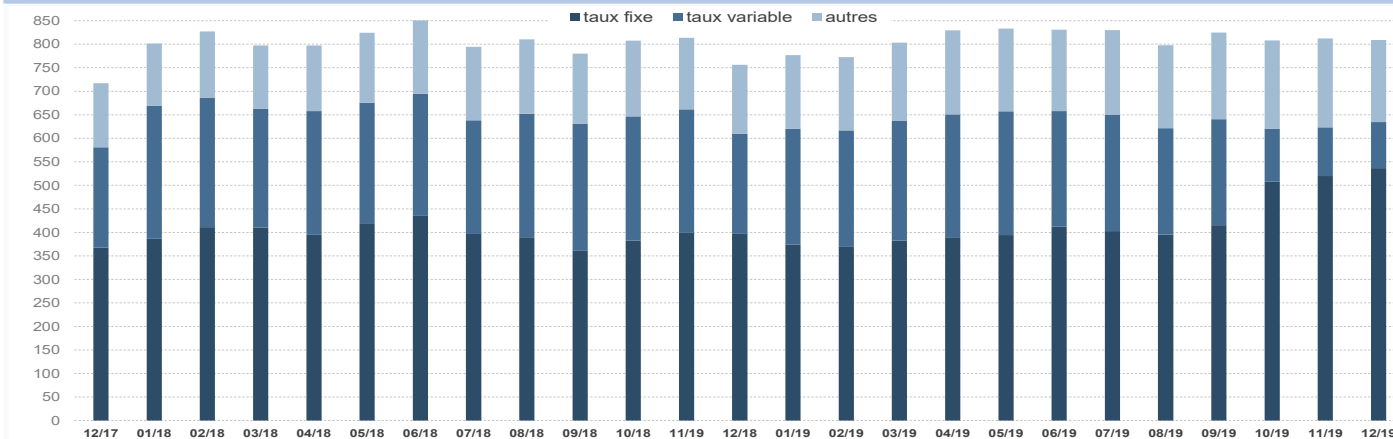
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Euroclear

ENCOURS DES PENSIONS DES SVT EN FIN DE MOIS

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT

DETTE À COURT TERME AU 31 JANVIER 2020

Code ISIN	Échéance	Encours (€)
FR0125848517	BTF 5 février 2020	5 337 000 000
FR0125692436	BTF 12 février 2020	4 184 000 000
FR0125848525	BTF 19 février 2020	5 438 000 000
FR0125375115	BTF 26 février 2020	4 483 000 000
FR0125848533	BTF 4 mars 2020	5 551 000 000
FR0125692444	BTF 11 mars 2020	4 480 000 000
FR0125533119	BTF 25 mars 2020	5 811 000 000
FR0125848558	BTF 8 avril 2020	6 503 000 000
FR0125848582	BTF 16 avril 2020	4 595 000 000
FR0125533127	BTF 22 avril 2020	4 897 000 000
FR0125848590	BTF 29 avril 2020	2 511 000 000
FR0125848566	BTF 6 mai 2020	3 275 000 000
FR0125533135	BTF 20 mai 2020	4 669 000 000
FR0125533143	BTF 17 juin 2020	5 561 000 000
FR0125848640	BTF 1 juillet 2020	2 825 000 000
FR0125692451	BTF 15 juillet 2020	5 158 000 000
FR0125692469	BTF 12 août 2020	5 267 000 000
FR0125692477	BTF 9 septembre 2020	4 087 000 000
FR0125848467	BTF 7 octobre 2020	5 263 000 000
FR0125848475	BTF 4 novembre 2020	5 131 000 000
FR0125848483	BTF 2 décembre 2020	3 979 000 000

DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2020 - 2023) AU 31 JANVIER 2020

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
Échéance 2020		136 043 639 800				
FR0013232485	OAT 0,00 % 25 février 2020	15 090 000 000			0	x
FR0010854182	OAT 3,50 % 25 avril 2020	26 261 000 000			0	
FR0012557957	OAT 0,00 % 25 mai 2020	18 332 000 000			0	x
FR0010050559	OAT€i 2,25 % 25 juillet 2020	25 795 639 800 (1)	1,27638	20 210 000 000	0	
FR0010949651	OAT 2,50 % 25 octobre 2020	30 547 000 000			0	
FR0012968337	OAT 0,25 % 25 novembre 2020	20 018 000 000			3 000 000	x
Échéance 2021		141 054 784 100				
FR0013311016	OAT 0,00 % 25 février 2021	27 342 000 000			0	x
FR0013140035	OAT€i 0,10 % 1 mars 2021	7 916 684 100 (1)	1,04635	7 566 000 000	0	x
FR0010192997	OAT 3,75 % 25 avril 2021	37 335 000 000			0	
FR0013157096	OAT 0,00 % 25 mai 2021	22 259 000 000			0	x
FR0011347046	OATi 0,10 % 25 juillet 2021	8 186 100 000 (1)	1,04950	7 800 000 000	0	
FR0011059088	OAT 3,25 % 25 octobre 2021	38 016 000 000			0	
Échéance 2022		169 693 543 500				
FR0013398583	OAT 0,00 % 25 février 2022	29 253 000 000			0	x
FR0000571044	OAT 8,25 % 25 avril 2022	1 243 939 990			676 888 400	
FR0011196856	OAT 3,00 % 25 avril 2022	46 422 000 000			0	
FR0013219177	OAT 0,00 % 25 mai 2022	31 666 000 000			0	x
FR0010899765	OAT€i 1,10 % 25 juillet 2022	22 526 603 510 (1)	1,13467	19 853 000 000	0	
FR0011337880	OAT 2,25 % 25 octobre 2022	38 582 000 000			0	
Échéance 2023		156 078 251 263				
FR0013479102	OAT 0,00 % 25 février 2023	4 244 000 000			0	x
FR0013283686	OAT 0,00 % 25 mars 2023	34 487 000 000			0	x
FR0000571085	OAT 8,50 % 25 avril 2023	10 606 195 903			5 388 665 200	
FR0011486067	OAT 1,75 % 25 mai 2023	41 220 000 000			0	x
FR0010585901	OATi 2,10 % 25 juillet 2023	20 603 055 360 (1)	1,14157	18 048 000 000	0	
FR0010466938	OAT 4,25 % 25 octobre 2023	44 918 000 000			445 085 000	

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

(2) y.c. intérêts capitalisés au 31/12/2019 ; non offerte à la souscription

* Les certificats des titres créés après le 1er janvier 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2024 ET PLUS) AU 31 JANVIER 2020

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
Échéance 2024		124 943 191 830				
FR0013344751	OAT 0,00 % 25 mars 2024	34 068 000 000			0	x
FR0011619436	OAT 2,25 % 25 mai 2024	34 810 000 000			0	x
FR0011427848	OAT€i 0,25 % 25 juillet 2024	19 040 191 830 (1)	1,06257	17 919 000 000	0	x
FR0011962398	OAT 1,75 % 25 novembre 2024	37 025 000 000			42 000 000	x
Échéance 2025		144 219 922 438				
FR0012558310	OATi 0,10 % 1 mars 2025	10 933 994 320 (1)	1,04054	10 508 000 000	0	x
FR0013415627	OAT 0,00 % 25 mars 2025	31 697 000 000			0	x
FR0012517027	OAT 0,50 % 25 mai 2025	38 297 000 000			0	x
FR0000571150	OAT 6,00 % 25 octobre 2025	30 653 928 118			2 841 964 400	
FR0012938116	OAT 1,00 % 25 novembre 2025	32 638 000 000			0	x
Échéance 2026		107 269 000 000				
FR0010916924	OAT 3,50 % 25 avril 2026	38 595 000 000			0	
FR0013131877	OAT 0,50 % 25 mai 2026	35 550 000 000			0	x
FR0013200813	OAT 0,25 % 25 novembre 2026	33 124 000 000			0	x
Échéance 2027		98 337 477 200				
FR0013250560	OAT 1,00 % 25 mai 2027	33 924 000 000			0	x
FR0011008705	OAT€i 1,85 % 25 juillet 2027	23 660 477 200 (1)	1,11817	21 160 000 000	0	
FR0011317783	OAT 2,75 % 25 octobre 2027	40 753 000 000			54 043 600	
Échéance 2028		81 788 617 891				
FR0013238268	OATi 0,10 % 1 mars 2028	12 058 506 480 (1)	1,03881	11 608 000 000	0	x
FR0000571226	OAT zéro coupon 28 mars 2028	28 111 411 (3)		46 232 603	–	
FR0013286192	OAT 0,75 % 25 mai 2028	35 344 000 000			0	x
FR0013341682	OAT 0,75 % 25 novembre 2028	34 358 000 000			0	x
Échéance 2029		108 904 435 880				
FR0013410552	OAT€i 0,10 % 1 mars 2029	7 171 009 020 (1)	1,00674	7 123 000 000	0	x
FR0000571218	OAT 5,50 % 25 avril 2029	37 680 880 458			2 500 846 100	
FR0013407236	OAT 0,50 % 25 mai 2029	33 281 000 000			0	x
FR0000186413	OATi 3,40 % 25 juillet 2029	11 953 546 402 (1)	1,30140	9 185 144 000	0	
FR0013451507	OAT 0,00 % 25 novembre 2029	18 818 000 000			0	x
Échéance 2030		55 862 072 870				
FR0011883966	OAT 2,50 % 25 mai 2030	41 642 000 000			0	x
FR0011982776	OAT€i 0,70 % 25 juillet 2030	14 220 072 870 (1)	1,04891	13 557 000 000	0	x
Échéance 2031		45 948 000 000				
FR0012993103	OAT 1,50 % 25 mai 2031	45 948 000 000			53 500 000	x
Échéance 2032		45 851 268 000				
FR0000188799	OAT€i 3,15 % 25 juillet 2032	13 688 945 400 (1)	1,29324	10 585 000 000	0	
FR0000187635	OAT 5,75 % 25 octobre 2032	32 162 322 600			10 942 757 400	
Échéances 2033 et plus		322 898 041 920				
FR0013313582	OAT 1,25 % 25 mai 2034	25 759 000 000			0	x
FR0010070060	OAT 4,75 % 25 avril 2035	29 004 000 000			4 579 637 000	
FR0013154044	OAT 1,25 % 25 mai 2036	33 300 000 000			0	x
FR0013327491	OAT€i 0,10 % 25 juillet 2036	5 859 072 950 (1)	1,02881	5 695 000 000	0	x
FR0010371401	OAT 4,00 % 25 octobre 2038	26 534 000 000			4 693 941 400	
FR0013234333	OAT 1,75 % 25 juin 2039	20 677 000 000			0	x
FR0010447367	OAT€i 1,80 % 25 juillet 2040	14 311 908 650 (1)	1,19795	11 947 000 000	0	
FR0010773192	OAT 4,50 % 25 avril 2041	36 152 000 000			6 340 599 000	
FR0011461037	OAT 3,25 % 25 mai 2045	25 824 000 000			1 409 010 000	x
FR0013209871	OAT€i 0,10 % 25 juillet 2047	10 118 060 320 (1)	1,04396	9 692 000 000	0	x
FR0013257524	OAT 2,00 % 25 mai 2048	26 409 000 000			704 100 000	x
FR0013404969	OAT 1,50 % 25 mai 2050	26 515 000 000			103 600 000	x
FR0010171975	OAT 4,00 % 25 avril 2055	16 583 000 000			8 371 118 000	
FR0010870956	OAT 4,00 % 25 avril 2060	14 140 000 000			7 523 304 100	
FR0013154028	OAT 1,75 % 25 mai 2066	11 712 000 000			713 600 000	x

[1] valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

[3] valeur actualisée au 28/03/2019 ; non offerte à la souscription

* Les certificats des titres créés après le 1er janvier 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

DERNIERS INDICATEURS CONJONCTURELS

Production industrielle, glissement annuel	-0,8 %	12/2019
Consommation des ménages*, glissement annuel	-0,1 %	01/2020
Taux de chômage (BIT)	8,1 %	T4-2019
Prix à la consommation, glissement annuel		
• ensemble	1,5 %	01/2020
• ensemble hors tabac	1,2 %	01/2020
Solde commercial, fab-fab, cvs	-4,1 Md€	12/2019
" "	-5,4 Md€	11/2019
Solde des transactions courantes, cvs	-0,6 Md€	12/2019
" "	-0,6 Md€	11/2019
Taux de l'échéance constante 10 ans (TEC10)	-0,23 %	28/2/2020
Taux d'intérêt à 3 mois (Euribor)	-0,42 %	25/2/2020
Euro / dollar	1,10	27/2/2020
Euro / yen	120,46	27/2/2020

* produits manufacturés
Sources : Insee, Minefi, Banque de France

SITUATION MENSUELLE DU BUDGET DE L'ÉTAT

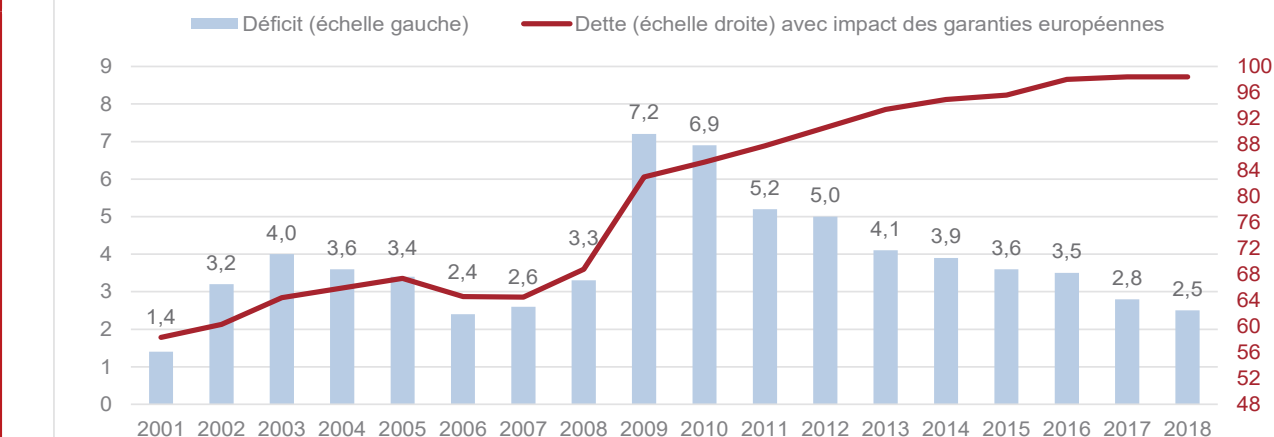
EN MILLIARDS D'EUROS

			niveau à la fin décembre		
	2017	2018	2017	2018	2019
Solde du budget général	-73,35	-76,91	-73,35	-76,91	-96,91
Recettes	313,59	313,79	313,59	313,79	301,07
Dépenses	386,94	390,69	386,94	390,69	397,98
Solde des comptes spéciaux du Trésor	5,53	0,82	5,53	0,82	4,08
Solde général d'exécution	-67,67	-76,00	-67,67	-76,00	-92,84

Source : Ministère de l'Action et des Comptes publics

FINANCES PUBLIQUES : DÉFICIT ET DETTE

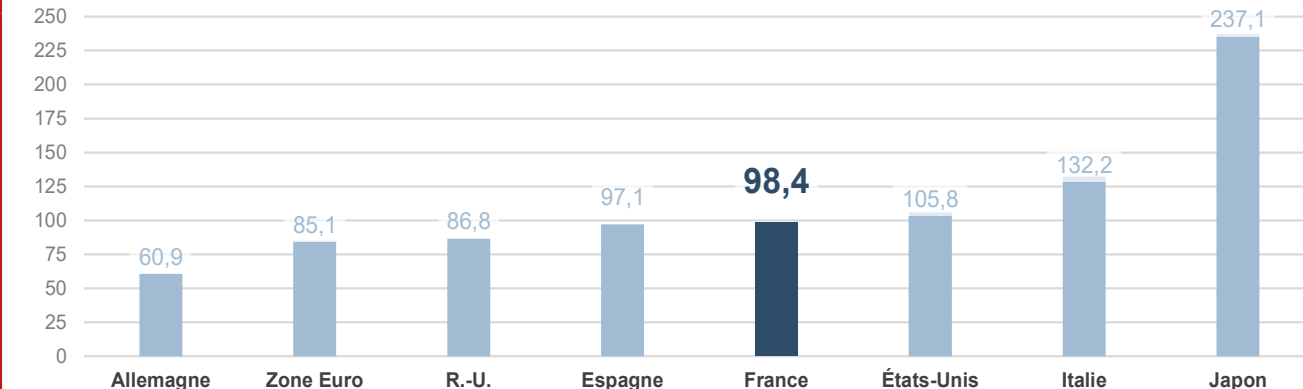
EN % DU PIB



Sources : Insee

DETTE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES EN 2018


EN % DU PIB



Sources : Eurostat, FMI, Insee

MARS 2020 

6 Commerce extérieur en valeur en janvier	6 Balance des paiements en janvier	10 Production industrielle : indice de janvier	13 Prix à la consommation : indice de février	13 Réserves nettes de change en février	18 Inflation IPCH : indice de février
26 Dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques – T4 2019	26 Conjoncture dans l'industrie : enquête mensuelle de mars	27 Conjoncture auprès des ménages : enquête mensuelle de mars	31 Prix à la production et à l'importation dans l'industrie : indices de février	31 Consommation des ménages en biens en février	

AVRIL 2020 

7 Commerce extérieur en valeur en février	7 Balance des paiements en février	10 Production industrielle : indice de février	15 Prix à la consommation : indice de mars	15 Réserves nettes de change en mars	17 Inflation IPCH : indice de mars
22 Conjoncture dans l'industrie : enquête trimestrielle d'avril	22 Conjoncture dans l'industrie : enquête mensuelle d'avril	27 Demandeurs d'emploi T1 2020	28 Conjoncture auprès des ménages : enquête mensuelle d'avril	30 Prix de production et d'importation de l'industrie : indices de mars	30 Dépenses de consommation des ménages en biens en mars

Sources : Insee, Eurostat

Directeur de publication : Anthony Requin
 Rédaction : Agence France Trésor
 Disponible en français, anglais et également en arabe, chinois, espagnol, japonais et russe sur demande

www.aft.gouv.fr

Bloomberg : TREX<GO> • REUTERS : <TRESOR> • in

Cette publication, propriété exclusive de l'AFT, est protégée, dans toutes ses composantes, par les dispositions du code de la propriété intellectuelle, notamment celles relatives aux droits d'auteur. Toute reproduction des contenus, intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par l'Agence, est strictement interdite. En conséquence, toute reproduction des contenus de l'œuvre, exclusivement limitée à des fins non commerciales, devra dans tous les cas obtenir l'autorisation du titulaire des droits. La demande d'autorisation devra être exercée auprès du directeur de la publication, par courriel, à l'adresse suivante : « contact@aft.gouv.fr ».

Les réutilisations devront indiquer la source et la date de la reproduction, assorties du symbole « © Agence France Trésor ».